

# Synthèse régionale

## Encore une année difficile pour l'économie franc-comtoise en 2014

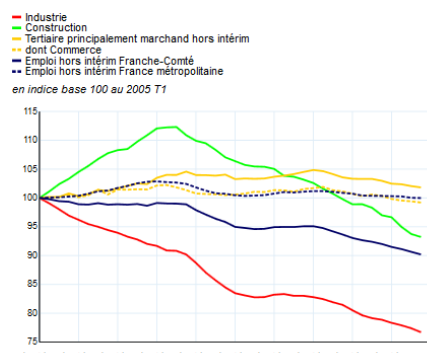
Julie Pariente, Insee Franche-Comté

Dans un contexte d'accélération de l'activité mondiale, conjuguant reprise des économies avancées et ralentissement de l'activité des pays émergents, l'économie française croît faiblement en 2014 (+0,2%). Malgré quelques signes de reprise enregistrés au niveau national, la plupart des indicateurs de l'économie franc-comtoise au mieux, se stabilisent, au pire, continue la baisse initiée l'année précédente. L'emploi salarié marchand franc-comtois recule davantage en 2014 qu'un an auparavant. Dans le même temps, le taux de chômage recommence à augmenter.

### Dégradation du marché du travail

En 2014, la baisse de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non agricole est plus marquée dans la région qu'en moyenne en France métropolitaine (-1,9% contre -0,5%). Cette diminution est également, dans la région, deux fois et demie plus forte qu'un an auparavant. L'ensemble des secteurs est concerné par cette contraction de l'emploi salarié. Malgré une évolution en dents de scie en 2014, l'emploi intérimaire échappe à cette baisse généralisée en restant stable (figure 1).

### 1 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région



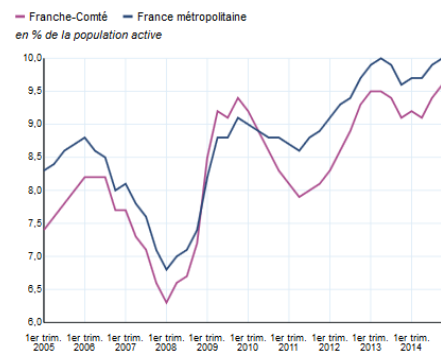
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Les secteurs de la construction et de l'industrie restent les plus touchés par la diminution du nombre de salariés. La fabrication de matériels de transport demeure la branche industrielle enregistrant le plus fort recul.

Le nombre de travailleurs frontaliers s'accroît encore mais à un rythme plus modeste que les années antérieures. Les cantons suisses de Neuchâtel et de Vaud continuent d'être les lieux de travail de prédilection des Francs-Comtois travaillant en Suisse, même si le travail frontalier tend à se diffuser vers d'autres cantons.

### 2 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

En 2014, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'accélère par rapport à l'année précédente et n'épargne aucune tranche d'âge. Le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi en tant que demandeurs d'emploi de catégories A, B et C s'élève à un niveau jamais égalé depuis vingt ans. Le taux de chômage repart à la hausse après l'inflexion enregistrée en 2013. Fin 2014, il s'établit à 9,6% soit 0,5 point de plus qu'un an auparavant (figure 2).

### Bilan mitigé pour l'agriculture et les transports

En 2014, la qualité des productions végétales et de la vigne est décevante sous l'effet d'une météo capricieuse. En

revanche, malgré ces conditions météorologiques difficiles, la production laitière ne ralentit pas.

La production de fromage progresse également. Le prix du lait destiné aux productions AOP atteint encore un niveau record. Dans la filière animale, le nombre d'abattages annuels est en hausse et permet de compenser la baisse des prix de la viande.

Le transport passager aérien continue son essor grâce au développement de l'aéroport de Dole – Jura à l'international. À l'inverse, le marché de l'automobile continue de se contracter et les immatriculations de véhicules neufs sont à leur plus bas niveau.

### Construction et tourisme : encore une année morose

En matière de construction et de vente de logements, l'année 2014 ne déroge pas aux années précédentes : l'année a encore été difficile. Le nombre de permis de construire atteint un niveau historiquement bas. Néanmoins le recul enregistré en 2014 est un peu moins important que ces dernières années. Concernant la vente de logements, le nombre d'invendus est en baisse. Toutefois le stock de logements neufs disponibles reste à un niveau élevé.

En 2014, la baisse de la fréquentation touristique se poursuit dans l'hôtellerie et les campings. Les mauvaises conditions climatiques, d'une part, et la conjoncture économique défavorable, d'autre part, expliquent cette nouvelle dégradation de la fréquentation touristique dans la région.

Dans un contexte de repli de l'activité pour de nombreux secteurs, les créations d'entreprises sont encore en recul sur un an, notamment dans la construction. Les créations dans l'industrie enregistrent une hausse significative, contrairement à l'année précédente. Le nombre de défaillances d'entreprises en date de jugement repart à la baisse en 2014. ■

# Contexte national

## En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

### Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

### L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013 (*figure 1*).

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total,

l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %) (*figure 2*).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013).

### 1 Évolution du PIB en volume et contribution à cette évolution



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (- 2,1 % après + 2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 0,7 % après + 0,5 %).

### Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de

nouveau nettement (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

### L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

### 2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépenses des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
- dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

### Avertissement :

Dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional.